



6 juillet AG du mouvement Sol Rapport de transmission. Par Patrick Viveret

À l'occasion de cette assemblée générale du Mouvement Sol qui va voir une nouvelle équipe prendre le relais de cette grande aventure collective des monnaies citoyennes je voudrais faire retour sur quelques grandes étapes du Mouvement et suggérer quelques orientations qui me semblent importantes pour l'avenir. Si nous faisons un bref retour sur le passé, en attendant un document plus complet sur ce que nous pourrions appeler "regards croisés sur l'histoire du Sol", je voudrais d'abord dire quelques mots de ce que fut non pas l'histoire mais la préhistoire du Mouvement Sol et c'est l'hommage à un ami qui vient de mourir qui m'en donne l'occasion. Cet ami s'appelle Francis Campos et il fut l'un des acteurs importants de ce que l'on avait appelé dans les années 90 du siècle précédent, "la Maison Grenelle". C'est en effet dans cette maison d'associations qu'autour de la revue Transversales Sciences Cultures fondée par Jacques Robin (et où j'eus aussi la chance de connaître Edgar Morin) qu'est née l'intuition puis le projet de ce que nous avons appelé des "monnaies plurielles au sein de sociétés et d'économies plurielles". C'est là aussi d'ailleurs qu'est née l'idée puis le projet des Dialogues en Humanité où nombre d'entre nous vont se retrouver dès demain ici à Lyon. Et Francis Campos comme bien d'autres amis tels Valerie Peugeot, René Passet, Henri Atlan, Annie Battle, Roger Sue, Philippe Merlan, Véronique Kleck, Claire et Marc Hébert Suffrin, Alain Caillé, Jean Louis Laville et bien d'autres ont été des acteurs importants de cette sorte de chaudron magique d'idées et de projets qu'a constitué cette maison Grenelle. C'est là aussi qu'est né le débat sur la nécessité d'un autre rapport à la richesse qui m'a nourri quand j'ai eu l'opportunité de proposer une mission sur ce thème au gouvernement Jospin en 1998. À l'époque, l'idée de nouveaux indicateurs de richesse restait totalement marginale mais celle d'une autre approche de la monnaie incluant la possibilité d'un pluralisme monétaire nous faisait passer pour de joyeux farfelus. Pourtant, nous avons pu la travailler suffisamment sur le fond et la forme pour convaincre des acteurs importants de l'ESS tels Gérard Andreck, à l'époque directeur puis Président de la Macif, de s'y intéresser et d'organiser un séminaire sur les monnaies plurielles en 1997 au siège de la Macif. À ce séminaire nous avons convié également Heloisa Primavera d'Argentine et un jeune chercheur qui avait écrit une thèse iconoclaste sur "les monnaies parallèles", Jérôme Blanc. Et c'est lors de ce séminaire qu'a germé l'idée d'expérimenter au sein de l'économie sociale et solidaire une monnaie qui servirait à favoriser un circuit économique à valeur ajoutée écologique et sociale mais aussi un circuit politique qui favoriserait une réappropriation citoyenne de la monnaie.

C'est en m'appuyant sur cette première élaboration que j'ai eu l'opportunité un an plus tard, parce que Pierre Joxe, Premier Président de la Cour des Comptes, m'avait demandé d'assumer la responsabilité du Secrétariat général de la Mission pour le Centenaire de la loi de 1901 sur les associations, de proposer de faire de la question d'une nouvelle approche de la richesse un axe fort de cette mission. J'étais en effet frappé par le fait que l'on célébrait à cette occasion le rôle du mouvement associatif mais que l'on continuait dans nos comptes nationaux à le dévaloriser puisque toute la contribution immense du bénévolat y restait invisible. J'avais à l'époque indiqué que la Mission du Centenaire se devait de s'inscrire dans une mémoire vive et non une mémoire morte de simple commémoration. Et je proposais au titre de cette mémoire vive de profiter de ce centenaire pour ouvrir un grand débat national sur le rôle des associations dans la richesse du pays. J'ai dû vite me rendre compte que ce n'était pas cette Mission du Centenaire qui pouvait porter un tel projet mais l'arrivée au sein du gouvernement Jospin d'un nouveau Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, Guy Hascoet, me permet de lui soumettre l'idée d'une mission sur " les nouveaux facteurs de richesse". Et c'est à l'occasion de cette mission et dans mon rapport écrit en 2000 intitulé " Reconsidérer la Richesse " que j'ai proposé l'expérimentation d'une monnaie au sein de l'économie sociale et solidaire et de l'appeler " Sol". Commence alors une seconde étape dans laquelle le Centre des Jeunes dirigeants et des acteurs de l'économie sociale (CJDES) dont le président était Thierry Jeantet et la déléguée générale Dominique Picard, va jouer un rôle décisif en inscrivant cette thématique dans le cadre de ses Chantiers du Futur de l'Economie Sociale et en mobilisant plusieurs grands acteurs de l'économie sociale et solidaire autour de ce projet. Outre la Macif, avec Gérard Andreck et Emmanuel Soulias, ce sera le groupe Chèque Déjeuner à travers Jacques Landriot et Jean Philippe Poulnot et le Crédit Coopératif avec Jean Claude Detilleux, Hugues Sibille et Erwann Lecœur, qui vont s'embarquer dans l'aventure en mettant en œuvre une première expérimentation dans le cadre d'un programme Européen Equal. C'est aussi à cette occasion que des territoires d'expérimentation seront choisis avec des équipes d'accompagnement de recherche action et que, par exemple, notre amie Nadia Benqué animera l'équipe d'Ile de France. Par la suite Celina Whitaker jouera un rôle important dans la coordination du projet dont quelques traits, à l'époque trop anticipateurs, méritent d'être rappelés car ils font retour dans nos débats actuels. C'est le cas par exemple du choix du vecteur électronique pour la première carte Sol et du lien entre trois modalités du Sol qu'étaient : le Sol économique lié à l'euro, le Sol temps (que Celina proposera d'appeler "sol engagement") et "le Sol affecté" qui permettait à des collectivités territoriales de développer des politiques publiques en utilisant cette monnaie. À l'époque ces choix ont eu l'avantage, grâce à leur inscription dans un programme européen, d'installer l'idée qu'une autre approche de la monnaie était possible et que des acteurs importants tels Chèque Déjeuner, la Macif, le Crédit Coopératif pouvaient lui donner ainsi crédit. Mais la contre partie de ces choix était que le système proposé, en

jouant d'emblée la carte électronique, était peu utilisable sur les marchés de petits producteurs locaux où c'est la forme du billet papier qui était à la fois la plus commode et la plus pédagogique.c'est ainsi par exemple qu'à Villeneuve sur Lot les promoteurs de ce qui deviendra l'Abeille ont eu l'idée d'adapter le projet Sol auquel ils avaient d'abord participé en créant une monnaie locale sur support papier. Et c'est cette même approche que reprendront pour la développer sur une échelle plus vaste Fred Bosqué et Jean- Paul Pla à Toulouse avec le Sol Violette ouvrant ainsi une nouvelle séquence dans l'histoire dense du Sol. ... C'est à cette époque que s'ouvre alors la perspective qui demeure encore prédominante aujourd'hui d'un développement de monnaies locales d'usage économique (le Sol temps n'est pas abandonné en principe mais en pratique) utilisant le vecteur papier, même si à Toulouse une expérimentation du support téléphonique et d'une carte pour les étudiants fait partie du projet. Le grand avantage de cette nouvelle période c'est qu'elle donne au Mouvement Sol une dynamique beaucoup plus ascendante alors que la phase précédente était marquée par l'approche plus "descendante " liée à la fois au programme Equal et au rôle déterminant de Chèque Déjeuner dans le projet, en particulier sur le plan technique. Cette dynamique se développera en parallèle avec la coopérative Ecosol créée et financée par les trois grandes entreprises de l'économie sociale impliquées en y associant le Mouvement Sol et dont la gérance sera par la suite confiée à Michel Mombrun, alors secrétaire de l'association. Si elle n'est pas parvenue à trouver son modèle économique, La coopérative Ecosol réalisera néanmoins des avancées, notamment sur le plan numérique , qui nous sont utiles aujourd'hui. Fred Bosqué puis Andrea Caro permettront , en devenant délégués à la fois de l'Association et de la Coopérative, de réunifier les deux démarches du projet Sol jusqu'à la fin de la coopérative intervenue en 2016. Tout au long de cette histoire Claude Alphantery qui est notre Président d'honneur aujourd'hui nous aura accompagné et aidé avec son enthousiasme, sa générosité, son expérience et l'importance de ces contacts qu'il a mis à notre disposition.

Après ces quelques éléments de retour historiques quelques suggestions pour l'avenir qui s'inspirent aussi de cette inscription dans la durée :

- La première suggestion, c'est la nécessité de garder toujours présente la double articulation entre la vision économique du projet liée à une nouvelle approche de la richesse et sa vision politique liée à la réappropriation citoyenne de la monnaie :

- Le lien avec la nouvelle approche de la richesse suppose de travailler d'abord sur le volet de la définition de la Richesse autour de ce qui compte sans se laisser enfermer d'entrée de jeu par ce que l'on compte dans le système dominant . Cela ouvre ainsi la question des nouveaux indicateurs de richesse prenant en compte en particulier les richesses écologique et sociale et

une autre approche de la comptabilité qui cesse de valoriser des activités nuisibles dès lors qu'elles sont génératrices de flux monétaires. C'est ce que l'on appelle " la comptabilité bénéfique", projet en émergence dont l'objet est de rassembler dans un document l'ensemble des informations concernant les emplois et ressources écologiques et sociales et pas seulement monétaires en redonnant au terme de "bénéfices" son sens originel "d'activités bénéfiques".

- Le lien avec la vision politique transformatrice est liée au thème de la réappropriation citoyenne de la monnaie. Nous sommes en effet en présence d'un gigantesque détournement du droit de création monétaire devenu l'apanage d'acteurs étrangers au circuit démocratique. L'opacité et la complexité du système monétaire international est un facteur aggravant d'un "désordre établi" qui réserve la création monétaire, via le crédit, au bénéfice des acteurs solvables et entretient un circuit spéculatif démesuré puisque, comme le note Bernard Lietaer, ancien responsable à la banque centrale de Belgique, plus de 95% des transactions financières quotidiennes ne correspondent pas à des biens et services effectifs. Pour lutter contre cette opacité, outre leur fonction écologique, économique et sociale sur les territoires, les monnaies locales et citoyennes permettent de réouvrir un questionnement et, dès lors, un débat sur la nature de la monnaie et des divers mécanismes qui préparent à l'organisation des systèmes monétaires et financiers. Ainsi nombre de personnes qui n'osent même plus poser des questions à l'égard des grandes monnaies officielles, tant leur fonctionnement paraît opaque et lointain, le feront à propos d'une monnaie locale : d'où vient cette monnaie, qui la garantit, comment est-elle gérée etc? Non seulement il est possible de se poser ces questions et d'y répondre collectivement mais elles permettent aussi du même coup de se les poser à propos du dollar et de l'euro et pas seulement à propos de la Gonet, de l'Eusko ou du Sol Violette.

- La seconde suggestion c'est de rappeler que la monnaie, aussi alternative soit-elle, n'est qu'un moyen au service d'une transformation écologique, sociale et citoyenne de nos sociétés et qu'elle ne saurait constituer une fin en soi. Les avancées obtenues, notamment du fait de la reconnaissance par la loi ESS de la possibilité juridique de monnaies locales, créent un espace que chercheront de plus en plus à utiliser nombre d'acteurs qui ne partagent pas nos valeurs transformatrices : certains chercheront à développer des monnaies privées marchandes, d'autres des monnaies municipales aux antipodes de valeurs humanistes et écologiques comme on peut le constater dans certaines mairies tenues par le Front National. Il est donc essentiel d'éviter un processus comparable à ce qui s'était passé avec les radios libres dans les années 80. Celles-ci, nées sur un terreau alternatif, ne s'étaient pas préparées en quelque sorte à leur succès et se sont fait racheter ou récupérer en quelques mois

par les radios commerciales. La multiplication des monnaies locales ne doit donc pas occulter ce risque et la meilleure manière de s'en prémunir c'est d'intégrer l'approche monétaire à l'approche globale d'un processus que l'on qualifie de plus en plus par le terme de "Transition vers des sociétés du bien vivre". L'inscription du Mouvement Sol dans un ensemble plus large tels le Collectif de la Transition citoyenne et l'archipel citoyen " Osons les Jours Heureux" est important dans cette perspective. Le fait que notre Projet d'université du Bien Vivre rencontre un écho important et que d'autres mouvements sont prêts à s'y associer est un facteur très positif en ce sens. Sur ces deux directions suggérées, le rôle du Conseil scientifique que nous allons créer sur la base de l'ancien collège des fondateurs, et dans lequel Nadia, Claude, Dominique ou moi même continueront d'œuvrer, peut apporter des contributions importantes .

Je dois dire enfin ma gratitude pour tous les acteurs présents dans le Mouvement Sol qui ont su donner corps à cette aventure collective magnifique , apprendre de nos difficultés ou de nos erreurs mais garder le cap et l'énergie créatrice nécessaires pour que ce projet, imaginé il y a vingt ans et mis en oeuvre il y a dix ans, puisse entrer dans une nouvelle jeunesse.